

# Crise des déchets : forte mobilisation à Migliacciaru

Un demi-millier de personnes a répondu présent, hier après-midi, à l'appel à manifester des élus de la communauté de communes Fium'Orbu-Castellu. Ils demandent l'abandon de l'arrêté de réquisition du site

**D**e voir autant de monde à nos côtés aujourd'hui, je peux vous dire que ça fait chaud au cœur. Surtout après la semaine qu'on vient de passer", lance Louis Cesari, le président de la communauté de communes Fium'Orbu-Castellu.

Les élus du territoire, qui bloquent le site d'enfouissement de Prunelli depuis le 20 août, voulaient se baser sur la mobilisation de la population pour se conforter dans l'idée que leur lutte est la bonne.

Une foule dense d'un demi-millier de personnes, réunie dès 15 heures au rond-point de Migliacciaru, leur a donné ce quitus. Étaient présents aussi de nombreux élus, responsables politiques et personnalités venus de toute l'île.

Comme on pouvait s'y attendre, la majorité nationaliste a manqué à l'appel. Mais Jean-Martin Mondoloni, président du groupe Per l'Avvenire à l'Assemblée de Corse, a tenu à faire le déplacement.



Des centaines de personnes se sont réunies sur le rond-point de Migliacciaru.

/PHOTO P.-M. SANTUCCI

Même si, comme l'ont répété à plusieurs reprises les élus du Fium'Orbu, "cette manifestation n'a aucune couleur politique. Nous nous battons pour l'avenir de nos enfants et nos petits-enfants." On notait

également la présence de Pierre-Marie Mancini, le président de l'association des maires de Haute-Corse. "Je vois des élus de la Casinca, de la Costa Verde, de la Balagne et nos voisins de

l'Oriente, qui eux aussi ont eu à subir les désagréments du centre d'enfouissement de Tallone", a énuméré Louis Cesari.

Avant d'ajouter : "C'est toujours aux mêmes que l'on de-

mande faire des efforts, a insisté le président. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus accepter de déchets supplémentaires sur notre territoire. Nous ne voulons pas non plus impacter d'autres régions de

Corse. Il faut trouver une autre solution." C'est ensuite Philippe Vittori, le maire de San Gavinu di Fium'Orbu, qui a pris la parole pour rappeler les différents épisodes qui ont agité le site de la Stoc depuis 2014. Et insister sur la principale revendication de ce rassemblement : "L'abandon pur et simple de l'arrêté de réquisition prise par la préfecture de Corse." Rappelons que le président Louis Cesari est menacé de poursuites judiciaires "pour non-respect d'un arrêté préfectoral".

Une réunion doit avoir lieu dès ce matin à Corte entre l'Exécutif de Corse, le Syvadeo, la com'com du Fium'Orbu-Castellu et la préfète de Corse, Josiane Chevalier. "Madame Chevalier espère que la rencontre sera conclusive. Pour nous, elle ne le sera pas !", a conclu Philippe Vittori.

Les élus ont également invité la population à se rendre sur le site de la Stoc dès ce matin afin de soutenir leur démarche.

PAUL-MATHIEU SANTUCCI